

Saisie record de 110 tonnes de cocaïne en 2022 en Belgique



Page 3



«ÉVACUEZ MAINTENANT!» : la Californie au prise avec des inondations majeures

Page 3

Retraites : la réforme est-elle "indispensable", comme l'affirme le gouvernement



Page 4

Brésil: Lula, les chefs du Congrès et de la Cour suprême condamnent « les actes terroristes »



Page 5

Inondations au Pakistan : Emmanuel Macron annonce une aide de 360 millions d'euros



Page 5

Foot News



Propos de Noël Le Graët sur Zidane : Amélie Oudéa-Castéra dénonce les «sorties de route successives» du président de la Fédération française de football

Page 8



Le sélectionneur Didier Deschamps prolonge avec les Bleus jusqu'en 2026

Page 7

A la télé aujourd'hui



06.00 Sur Prise
07.00 Zumba Pour Les Dames
07.38 Rodrig: Sa Lavi-La
09.29 Tous Egaux: Noah...
10.00 Generations J
11.10 Tele: Rubi
12.00 Le Journal
12.30 Tele: Fierce Angel
13.14 Les Klips
14.30 D.Anime: Briko
15.22 D.Anime: Sissi
15.37 Where's Waldo

16.43 The Adventures Of Puss In Boots
17.06 Voltron, La Defenseur Legendaire
18.00 Live: Samachar
18.30 Sayings Radha Krishna
18.32 Surya Kranti...
19.01 Planet Bollywood
19.25 Sayings Radha Krishna
19.30 Le Journal
20.30 MBC Production
21.26 Morisien Konn Ou La Sante
22.26 The Dark Tower



07.00 DDI Live
10.00 Suhani Si Ek Ladki
11.52 Film: Ghar
15.00 Samachar
15.22 Serial: Saare Tujhyachsathi
15.47 Serial: Bommarillu
16.02 Serial: Sondha Bandham
16.27 Serial: Ishq Zahe Naseeb

16.48 Serial: Saaton Vachanwa...
17.10 Serial: Bhakharwadi
17.39 Serial: Kulvadh
17.57 Serial: Ancient Detective
18.30 DDI Magazine
19.00 Live: Zournal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
20.00 Programme In Marathi
20.34 Chinese Local Production
21.00 The Dragon The Hero
22.32 DDI Live



07.00 Made In Germany
07.57 Happiness Is On The Plate
09.50 Rodrig - Klip Seleksion
10.39 The Dictatorship Of Happiness
11.52 Healthy Living
13.51 Fine Arts Sculptures
15.17 Rodrig - Klip Seleksion

17.29 Red Carpet
18.19 Motorweek
19.19 Student Support Prog
19.53 Iran From Above
21.14 Doc: Fine Arts Sculptures
21.17 Les Montagnes Du Monde
22.04 Business Africa
22.31 Focus On Europe
22.57 Thank You For The Rain
23.40 Be Afriad - The Science Of Fear
00.43 Doc: World Heritage
00.48 Mag: Africa 54



01.24 Film: Little Kingdom
02.56 Serial: Scorpion
03.36 Film: Two Lovers and A Bear
05.02 Tour De Babel
06.41 Les Filles Du Docteur March
08.55 L'incroyable Hulk
09.25 La Beaute Du Diable
09.59 A Que No Me Dejas
10.15 Tele: Fierce Angel

11.00 Serial: Scorpion
12.13 Film: Two Lovers And A Bear
13.44 Tele: Tour De Babel
14.36 Film: Les Filles Du Docteur March
16.45 L'incroyable Hulk
18.19 La Beaute Du Diable
18.45 A Que No Me Dejas
19.00 Tele: Fierce Angel
19.56 Serial: Hank Zipzer...
20.25 L'Envers Du Paradis
20.51 Queens Of Mystery
22.42 Tele: Tour De Babel



07.06 Film: Speed
11.30 / 20.30 - Radha Krishna
11.59 / 21.00 - Anupamaa
12.31 / 21.30 - Mere Sai
13.00 / 22.00 - Agnihera
13.31 / 22.03 - Yeh Teri Galiyan
14.00 / 22.30 - Patiala Babes
14.30 / 23.00 - 100 Years Of

Indian Cinema
15.00 / 21.46 - Bade Acche Lagte Hai 2
15.27 Film: Speed
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.01 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke...
20.01 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.00 Anupamaa
21.34 Mere Sai
22.00 Agnipheera

Les prix alimentaires mondiaux atteignent un niveau record en 2022

La flambée des prix de la plupart des matières premières alimentaires l'an dernier, liée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a fait grimper l'indice des prix moyen de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au plus haut niveau jamais enregistré.

L'indice des prix alimentaires de la FAO, qui suit les prix internationaux des produits alimentaires les plus échangés dans le monde, a atteint en moyenne 143,7 points en 2022, en hausse de 14,3% par rapport à 2021, et le plus élevé depuis le début des statistiques en 1990, a déclaré l'agence vendredi.

L'indice avait déjà gagné 28% en 2021 par rapport à l'année précédente alors que l'économie mondiale se remettait de l'impact de la pandémie.

Les prix des denrées alimentaires ont flambé après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février dernier, principalement les céréales par crainte de perturbations du commerce de la mer Noire, première région exportatrice de céréales au monde.

Ils sont retombés en partie depuis grâce notamment à la mise en place d'un corridor soutenu par l'Onu permettant l'exportation de céréales depuis la Mer noire.

L'indice de référence a baissé pour le neuvième mois consécutif en



décembre à 132,4 points, contre un chiffre révisé de 135,00 points pour novembre. Le chiffre de novembre était auparavant de 135,7 points.

"L'accalmie sur le prix des denrées alimentaires est le bienvenu après deux années très volatiles", a déclaré l'économiste en chef de la FAO, Maximo Torero.

La baisse de l'indice en décembre est due à une chute brutale du prix international des huiles végétales, ainsi qu'à une baisse des prix des céréales et de la viande, mais elle a été atténuée par de légères augmentations de ceux du sucre et des pro-

duits laitiers, selon la FAO.

Sur l'ensemble de l'année 2022, quatre des cinq sous-indices alimentaires de la FAO - céréales, viande, produits laitiers et huiles végétales - ont atteint des records, tandis que le cinquième, le sucre, était à un plus haut depuis 10 ans.

L'indice FAO des prix des céréales a augmenté de 17,9% en 2022 en raison de facteurs tels que d'importantes perturbations du marché, la hausse des coûts de l'énergie et des intrants, des conditions météorologiques défavorables et une demande alimentaire mondiale toujours forte.

Avant la sortie de ses mémoires explosifs, Harry nie vouloir blesser sa famille

Le prince Harry n'a aucune intention de « blesser » sa famille, a-t-il assuré dans une série d'interviews à quelques heures de la parution de ses mémoires, dans lesquels aucun membre de la monarchie britannique ne semble être pourtant épargné.

Le Suppléant sera mis en vente à minuit, mardi. Les passages les plus explosifs ont déjà fait le tour du monde depuis que des librairies en Espagne l'ont placé par erreur dans leurs rayons quelques heures jeudi.

Les divisions au sein de la royauté britannique y apparaissent sous un jour très cru, confrontant cette institution à l'influence planétaire à une profonde crise à peine quatre mois après la mort de la très populaire Elizabeth II.

On sait déjà que William, l'héritier du trône, son « frère bien aimé et ennemi juré », est sa principale cible. Mais le roi Charles III, chef d'État de 15 pays qui sera couronné le 6 mai, n'est pas non plus épargné. Tout comme Kate, l'épouse de William, et Camilla, la reine consort.

Le prince de 38 ans a donné plusieurs interviews télévisées pour promouvoir et défendre son livre, depuis la Californie où il s'est exilé en 2020 avec son épouse Meghan.

Pourquoi s'exposer ainsi trois ans après avoir pris ses distances avec la monarchie britannique ? « Après 38 ans à voir mon histoire racontée par tant de personnes avec des déformations et des manipulations intentionnelles, cela m'a semblé le bon moment de me réapproprier mon histoire », a-t-il expliqué sur la chaîne britannique ITV.

Mais rien « n'a été fait avec l'inten-

tion de blesser ou de faire du tort » à son père Charles III, son frère William ou sa famille.

« Une branche d'olivier »

Le prince a martelé vouloir une réconciliation avec la famille. Mais sur la chaîne américaine CBS, il a reconnu que William et lui ne se parlaient pas actuellement et qu'il n'avait pas échangé avec son père « depuis un bon moment ».

Buckingham Palace n'a pas réagi aux déclarations du prince. The Sunday Times a cité des proches du prince William affirmant qu'il est « triste », qu'il « brûle à l'intérieur », mais qu'« il reste silencieux pour le bien de sa famille et du pays ».

Dans un moment marquant sur ITV, Harry a nié avoir accusé la famille royale de racisme, quand il a dit en mars 2021 à la télévision américaine qu'un membre de celle-ci s'était interrogé sur la couleur de peau qu'aurait son fils à naître, comme son épouse est métisse. Cette interview avait relancé un vif débat au Royaume-Uni sur le racisme.

Impopulaires

La presse britannique, en majorité très hostile aux « Sussex », croit y voir « une branche d'olivier » tendue à la famille royale, mais pour les journaux le mal est déjà fait.

Dans son livre, Harry accuse William de l'avoir jeté au sol lors d'une dispute en 2019 concernant Meghan, qu'Harry avait épousée l'année précédente.

Il accuse aussi son frère et son épouse Kate d'avoir eu des « stéréotypes » envers Meghan, actrice américaine métisse, qui ont « créé un obsta-



cle » pour l'accueillir dans la famille.

Harry s'en prend notamment aussi à l'épouse de son père, Camilla, désormais reine consort, affirmant que certains détails de conversations privées publiées dans les médias « ne pouvaient avoir fuité que » par elle.

Pour le tabloïd The Sun, Harry est un homme « troublé, seul ».

Malgré une intense promotion les jours précédents sa diffusion, l'interview sur ITV a été regardée par 4,1 millions de téléspectateurs, doublée par la BBC qui diffusait une série.

Les Britanniques pourraient être lassés par Harry et Meghan, omniprésents dans les médias depuis des semaines. Leur impopularité atteint des records. Selon un sondage YouGov, 64 % des Britanniques ont une image négative de Harry.

Le couple devrait se faire plus discret dans les mois à venir, selon Omid Scobie, un ami et biographe du couple. « Je pense que nous allons assister, pour le reste de l'année, à une sorte de retrait par rapport à ce que nous avons vu au cours des derniers mois », a-t-il déclaré à la BBC.

Saisie record de 110 tonnes de cocaïne en 2022 en Belgique

Près de 110 tonnes de cocaïne ont été saisies par les autorités belges en 2022 dans le port belge d'Anvers, première voie d'entrée en Europe pour cette drogue expédiée d'Amérique latine, soit un nouveau record.

Le chiffre a été annoncé mardi par les douanes belges, lors d'une conférence de presse conjointe entre la Belgique et les Pays-Bas pour marquer la «coopération intensive» des deux pays dans la lutte contre ce trafic international.

Les deux pays voisins sont avec l'Espagne dans le trio de tête des voies d'accès au continent européen de la cocaïne, expédiée principalement du Panama, de la Colombie et d'Équateur.

Mais l'écart se creuse entre le port d'Anvers et celui de Rotterdam (Pays-Bas), où les interceptions de poudre blanche ont baissé l'an dernier, à 46,8 tonnes contre 72,8 en 2021.

Le parquet néerlandais a précisé que le chiffre de 52,5 tonnes annoncé dans un premier temps pour Rotterdam intégrait aussi les saisies dans la cité portuaire de Vlissingen, en Zélande.

À l'inverse, la Belgique continue de voler de record en record. La barre des 100 tonnes a été pour la première fois dépassée à Anvers.

Les saisies y ont porté en 2022 sur 109,9 tonnes, contre 89,5 tonnes en 2021, ont précisé les douanes. Le chiffre de 2021 marquait déjà un bond de 36% sur un an grâce à la quantité d'informations collectées auprès des trafiquants avec l'infiltration du réseau de téléphones cryptés Sky ECC.



Les saisies «se sont accélérées à l'automne», a souligné une porte-parole des douanes belges.

Elle a rappelé que les fêtes de fin d'année marquaient généralement un pic dans la consommation de cocaïne. Et plusieurs semaines en amont, les cartels augmentent les livraisons de poudre blanche pour préparer ce «White Christmas», expression imagée qu'affectionne Kristian Vanderwaeren, administrateur général des douanes.

«Narco-terrorisme»

M. Vanderwaeren a insisté mardi sur «la créativité des organisations criminelles» pour répondre à la demande croissante de

cocaïne, ce à quoi les autorités doivent s'adapter.

La Belgique compte recruter 108 douaniers supplémentaires et du nouveau matériel de scannage pour 70 millions d'euros afin de renforcer ses contrôles.

«Pour les Pays-Bas, les investissements des prochaines années porteront notamment sur l'intelligence artificielle, la détection chimique, le traçage des conteneurs», a-t-il été souligné dans un communiqué commun aux deux pays.

Pour annoncer ces chiffres, le ministre belge des Finances Vincent Van Peteghem et la secrétaire d'État néerlandaise aux douanes Aukje de Vries étaient côte à côte

dans un entrepôt des douanes belges à Beveren, près d'Anvers.

«Les deux services de douanes ont saisi ensemble 160 tonnes de cocaïne» l'an dernier, se sont-ils félicités.

Exemple concret de coopération bilatérale: des équipes de plongeurs néerlandais interviennent dans le port d'Anvers pour inspecter d'éventuelles caches dans la coque des navires sous la ligne de flottaison.

Les gouvernements belge et néerlandais s'inquiètent tous de la criminalité de plus en plus violente générée sur leur territoire par le trafic de drogue.

Lundi, une fillette de 11 ans a été tuée à Anvers lorsque la maison dans laquelle elle se trouvait a été la cible de coups de feu, vraisemblablement dans le cadre d'un règlement de comptes entre bandes rivales.

Fin 2022, le parquet de la cité flamande indiquait avoir recensé en cinq ans «plus de 200 actes de violence liés à la drogue».

Les tirs d'arme à feu ou jets d'engins explosifs ciblés sont souvent considérés comme de l'intimidation. Ils visent aussi à attirer l'attention de la police sur une famille ou un lieu plus qu'un autre.

Quant aux menaces, elles peuvent cibler le plus haut niveau de l'État: en septembre, un projet d'enlèvement du ministre belge de la Justice Vincent Van Quickenborne a été déjoué. Ce responsable libéral flamand a dû être placé sous étroite surveillance policière avec sa famille.

Il a imputé ce projet au «narco-terrorisme» sévissant désormais en Belgique.

«ÉVACUEZ MAINTENANT!» : la Californie au prise avec des inondations majeures

De fortes pluies devaient encore frapper mardi la Californie où les tempêtes qui s'abattent depuis dix jours ont déjà fait 12 morts et poussé les autorités à ordonner l'évacuation de la localité cossue de Montecito où vivent le prince Harry et Meghan Markle, menacée par des coulées de boue.

Située à une heure et demie de route au nord de Los Angeles, cette commune côtière d'environ 9000 habitants est un repaire de célébrités. L'actrice Jennifer Aniston et la présentatrice de télévision Oprah Winfrey, notamment, y possèdent des maisons dont la valeur se chiffre en millions de dollars.

«ÉVACUEZ MAINTENANT!», ont exhorté lundi les pompiers de la ville sur leur site internet, en conseillant aux habitants de suivre de près les différentes alertes des autorités, car «la situation évolue rapidement».

Les autorités ont prévu jusqu'à 20 centimètres de pluie en 24 heures dans la zone, sur des collines déjà saturées d'eau par les tempêtes des derniers jours. De quoi rendre la ville, entourée de montagnes largement fragilisées par un incendie il y a cinq ans, extrêmement vulnérable aux glissements de terrain.

En 2017-2018, un vaste incendie a ravagé environ 1100 km² aux alentours. La région est donc privée d'une végétation qui stabilise habituellement le sol.

L'ordre d'évacuation donné lundi intervient cinq ans après la mort de 23 personnes lors de fortes pluies qui avaient déclenché des coulées de boues dans la ville.



Barrages de police et routes inondées

À Montecito, où résident aussi les acteurs Rob Lowe, Larry David, Gwyneth Paltrow et la chanteuse Katy Perry, les habitants évacuaient leurs maisons mais il était encore difficile de déterminer combien avaient suivi l'ordre d'évacuation. Des porte-parole du duc et de la duchesse de Sussex n'ont pas répondu à une demande pour un commentaire.

Des barrages avaient été érigés par la police pour empêcher quiconque d'entrer dans la ville où plusieurs routes étaient complètement inondées, a constaté un journaliste de l'AFP.

«Au cours des 30 derniers jours, Montecito a subi entre 12 et 20 pouces (30 et 50 cm, ndlr) de pluie selon les endroits, bien au-delà de notre moyenne annuelle de 17 pouces (43 cm, ndlr)», ont rappelé les pompiers sur Twitter. «Cette pluie cumulée expose la communauté à de plus grands risques d'inondations et de coulées de boue.»

Lundi, l'animatrice de télévision Ellen

DeGeneres, qui habite également à Montecito, a posté une vidéo sur Twitter montrant un torrent d'eaux boueuses en furie.

«C'est fou», s'est-elle alarmée. «Ce ruisseau à côté de notre maison ne coule absolument jamais.»

«Nous devons être plus attentionnés envers Mère Nature, car Mère Nature n'est pas contente de nous», a-t-elle ajouté.

«Le pire devant nous»

La zone n'était pas la seule à être évacuée lundi, face aux tempêtes en série qui déferlent actuellement sur la Californie et ont déjà fait plus de 12 morts.

Dans le comté de Santa Cruz, près de San Francisco, où une jetée a été détruite la semaine dernière, plus de 30 000 habitants sont également concernés par un ordre d'évacuation.

Plusieurs régions ont connu des précipitations proches des records ces derniers jours. Les sols sont complètement saturés d'eau et le service météorologique améri-

cain (NWS) a lancé des alertes aux inondations sur une large partie de la Californie.

Dans le centre de l'État, les modèles prévoient par exemple jusqu'à 13 centimètres de précipitations lundi, sur des sols déjà complètement saturés d'eau. Et la pluie doit continuer mardi.

«Deux épisodes majeurs de fortes pluies et de neige sont attendus en Californie l'un après l'autre durant les deux prochains jours», a expliqué le NWS.

«Nous nous attendons à ce que le pire soit encore devant nous», a déclaré dimanche à la presse le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, qui a déclaré l'état d'urgence la semaine dernière.

Dans la soirée, près de 80 000 foyers étaient privés d'électricité, selon le site spécialisé PowerOutage.

S'il est difficile d'établir un lien direct entre ces tempêtes et le changement climatique, les scientifiques expliquent régulièrement que le réchauffement augmente la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes.

La tempête de la semaine dernière avait déjà privé d'électricité des dizaines de milliers de personnes, causé de fortes inondations et provoqué des glissements de terrain. Elle était survenue quelques jours seulement après un autre déluge de pluie le soir du réveillon du Nouvel An.

Les pluies exceptionnelles des derniers jours ne suffiront toutefois pas à reconstituer les réserves d'eau en Californie, durement frappée par la sécheresse depuis deux décennies. Plusieurs hivers de précipitations supérieures à la normale seraient pour cela nécessaires, selon les experts.

Retraites : la réforme est-elle "indispensable", comme l'affirme le gouvernement

Après plusieurs semaines d'échanges avec les partenaires sociaux, la Première ministre Élisabeth Borne doit présenter le 10 janvier sa réforme des retraites, "indispensable", selon le gouvernement. France 24 donne la parole à l'économiste et spécialiste des retraites Michaël Zemmour sur les arguments avancés par l'exécutif pour justifier le bien-fondé de cette réforme.

Emmanuel Macron l'a redit, samedi 31 décembre, lors de ses vœux aux Français : "Comme je m'y suis engagé devant vous, cette année sera en effet celle d'une réforme des retraites qui vise à assurer l'équilibre de notre système pour les années et les décennies à venir" et à "consolider notre régime de retraites par répartition". Le président de la République et sa Première ministre se relaient depuis des mois dans les médias pour préparer les Français à une réforme des retraites douloureuse.

La présentation détaillée du projet de réforme sera faite le 10 janvier par Élisabeth Borne, mais les grandes lignes sont déjà connues et la principale mesure devrait être le décalage progressif de l'âge légal de départ à la retraite, de 62 à 64 ans, voire 65 ans.

Les raisons invoquées par le gouvernement pour engager cette réforme sont-elles justifiées et les arguments avancés pour demander aux Français de travailler plus longtemps sont-ils exacts ? Tour d'horizon des principales affirmations du couple exécutif avec l'économiste Michaël Zemmour, enseignant-chercheur à l'Université Paris 1, coauteur du livre "Le Système français de protection sociale" (éd. La Découverte).

Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), daté de septembre 2022, fait état d'excédents en 2021 (900 millions d'euros) et en 2022 (3,2 milliards d'euros), mais prédit un déficit du système des retraites en moyenne lors des 25 prochaines années. Selon l'estimation du COR, "entre 2023 et 2027, le solde du système de retraite se dégraderait sensiblement" pour atteindre un déficit de 0,3 à 0,4 point de PIB selon les scénarios – et resterait négatif au moins jusqu'en 2032. Ces quelques dixièmes de point de PIB représenteraient un peu plus de 10 milliards d'euros annuels pour un PIB de 2 500 milliards en 2021. Puis, après des déficits attendus jusqu'en 2032, des scénarios du COR prévoient un retour à l'équilibre progressif, sans aucune réforme, entre "le milieu des années 2030" et "la fin des années 2050", tandis que d'autres annoncent un solde négatif sur l'ensemble de la période 2023-2070.

"Le rapport du COR montre bien que le système n'est pas en danger : presque tous ses scénarios prédisent un retour à l'équilibre du système, souligne l'économiste



Michaël Zemmour. La vraie raison de cette réforme se trouve page 3 du programme de stabilité que la France a transmis à Bruxelles l'été dernier, poursuit-il. Il y est écrit noir sur blanc que la politique de baisse des prélèvements engagée par Emmanuel Macron sera compensée par des réformes structurelles comme celle des retraites. De cette manière, la France entend repasser sous la barre des 3 % de déficit d'ici 2027. Il ne s'agit pas de sauver le système de retraite, mais de financer des baisses d'impôts pour les entreprises."

"Il y a un discours politique qui vise à exagérer et à dramatiser la question du déficit pour laisser penser qu'il y aurait urgence à réformer le système alors qu'en réalité, le déficit annoncé est plutôt modéré", juge Michaël Zemmour.

De fait, un déficit de 10 à 12 milliards d'euros par an pour un système de retraite dont les dépenses annuelles totales sont d'environ 340 milliards d'euros n'a rien d'insurmontable. Dans son dernier rapport, le COR s'est même permis un commentaire politique qui contredit les affirmations de l'exécutif : "Les résultats de ce rapport ne valident pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraite."

D'autant que la part des dépenses de retraites dans le produit intérieur brut (PIB) devrait rester à peu près stable, selon le COR. Ces dépenses passeraient de 13,8 % du PIB en 2021 à 13,9 % en 2027, avant d'atteindre une fourchette de 14,2 % à 14,7 %, selon les scénarios, de 2028 à 2032. À plus long terme, entre 2032 et 2070, la part

qu'elles représentent par rapport à la richesse nationale "serait stable ou en diminution", "dans une fourchette allant de 12,1 % à 14,7 %" en 2070, anticipe le COR.

Pour autant, le système de retraite sera bel et bien déficitaire dans les années à venir, ce qui peut justifier, politiquement, la nécessité d'une réforme. "Mais le niveau du déficit annoncé ne force ni à avoir une mesure d'âge, ni à mettre le système en excédent comme entend le faire le gouvernement", estime Michaël Zemmour.

Pour réformer le système de retraite, il existe traditionnellement trois leviers : l'âge effectif de départ à la retraite, le niveau des pensions, le financement. Mais Emmanuel Macron exclut de toucher aux pensions ou d'augmenter le financement, ce qui ne lui laisse par conséquent que le paramètre de l'âge de départ à la retraite.

"C'est le seul levier une fois qu'on a exclu tous les autres", plaisante Michaël Zemmour qui propose, dans une note de blog mise en ligne le 2 décembre, cinq pistes pour trouver 12 milliards d'euros d'ici 2027. Combinées, ces cinq pistes représenteraient même un total de 35 milliards d'euros.

L'économiste spécialiste des retraites propose de revenir sur les exonérations de cotisations les moins utiles (2 milliards d'euros par an), de soumettre l'épargne salariale à cotisations retraite (3 milliards jusqu'en 2027), de ralentir le remboursement de la dette sociale issue de la crise du Covid-19 (10 milliards en 2027), de revenir sur la baisse de la CVAE promise aux entreprises (8 milliards d'euros par an dès 2024)

ou d'augmenter les cotisations de 0,8 point d'ici 2027 (12 milliards d'euros de recettes).

"On peut imaginer de nombreuses autres pistes, comme régler le problème du taux d'emploi des seniors, qui permettrait de récolter des nouvelles cotisations, ou demander un effort de cotisation plus important aux salaires élevés", ajoute Michaël Zemmour, pour qui "en réalité, les leviers ne manquent pas".

De fait, les Français partent en moyenne plus tôt à la retraite que la plupart de leurs voisins. Selon un rapport dressant un "panorama des systèmes de retraite en France et à l'étranger" publié en 2022 par le COR, l'âge moyen de liquidation des droits à la retraite en France était en 2019 de 62,6 ans pour les femmes et de 62,0 ans pour les hommes. La même année, cette moyenne était, pour les femmes, de 63,3 ans en Italie, 63,7 ans en Belgique, 64,3 ans en Espagne, 64,4 ans en Allemagne et en Suède et de 66,0 ans aux Pays-Bas. Pour les hommes, elle était de 62,5 ans en Belgique, 63,1 ans en Italie, 63,7 ans en Espagne, 64,0 ans en Allemagne, 64,4 ans en Suède et 66,0 ans aux Pays-Bas.

"La précédente réforme des retraites n'a toutefois pas encore épuisé ses effets, on se dirige vers 64 ans", précise Michaël Zemmour. Votée en 2014 sous François Hollande, la réforme Touraine prévoit d'allonger progressivement la durée de cotisation à 43 annuités (pour les Français nés en 1973 et après) pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

Effectivement, le taux d'emploi des seniors devrait augmenter en décalant l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 65 ans, mais cela ne signifie pas pour autant que la situation de tous les seniors se sera améliorée, selon Michaël Zemmour.

"Quand on décale l'âge de départ, les gens qui ne sont déjà plus dans l'emploi n'en retrouvent pas, explique le spécialiste des retraites. C'est ce qui s'est passé lors de la précédente réforme. Il y aura donc un allongement du temps passé sans emploi avant la retraite, avec une explosion des taux des minima sociaux et des personnes en invalidité. Bien entendu, ces situations concernent davantage les ouvriers que les cadres. Pour les personnes de plus de 60 ans au chômage, c'est le sas de précarité avant la retraite qui va s'allonger."

Amazon annonce des fermetures et des embauches au Royaume-Uni

Le géant américain du commerce électronique Amazon a annoncé mardi une réorganisation au Royaume-Uni incluant la fermeture de trois centres de distribution employant 1200 personnes et l'ouverture de deux autres avec 2500 embauches à la clé.

Amazon a «lancé une consultation sur la proposition de fermer trois centres de distribution en 2023» et «prévoit aussi d'ouvrir deux nouveaux centres, créant 2.500 nouveaux emplois au cours des trois prochaines années», a indiqué l'entreprise dans une déclaration transmise à l'AFP.

En outre, quelque 1200 employés seront affectés par les fermetures proposées des trois sites situés à Hemel Hempstead près de Londres, à Doncaster dans le centre de l'Angleterre et à Gourrock (Ecosse).



Mais tous «se verront offrir la possibilité d'être transféré dans un autre site», a précisé l'entreprise, qui dispose actuellement de 30 entrepôts dans le pays.

Les deux nouveaux sites seront ouverts près de

Birmingham dans l'ouest de l'Angleterre et de Durham dans le nord.

«Nous évaluons constamment notre réseau pour nous assurer qu'il répond aux besoins de notre entreprise et pour améliorer l'expérience de nos employés et clients» et dans ce cadre l'entreprise «peut fermer des sites plus anciens, améliorer des installations existantes ou ouvrir de nouveaux sites», a précisé Amazon.

Cette réorganisation n'a rien voir avec les annonces d'Amazon, la semaine dernière, de 18 000 suppressions d'emplois dans le monde, a assuré à l'AFP un porte-parole de l'entreprise.

Le groupe avait confirmé jeudi ces suppressions d'emplois, qui concernent aussi l'Europe, nouveau signe majeur des difficultés du secteur de la technologie aux Etats-Unis.

Amazon, qui avait recruté à tour de bras pendant la pandémie pour répondre à l'explosion de la demande, a notamment vu son bénéfice net baisser de 9 % sur un an au troisième trimestre 2022.

Brésil: Lula, les chefs du Congrès et de la Cour suprême condamnent « les actes terroristes »

Le président brésilien Lula, les chefs du Congrès et de la Cour suprême ont condamné lundi « les actes terroristes » de Brasilia la veille dans une déclaration commune « en défense de la démocratie » publiée sur le compte Twitter du chef de l'Etat de gauche.

« Les Pouvoirs de la République, garants de la démocratie et de la Constitution de 1988 rejettent les actes terroristes, de vandalisme, criminels et putschistes qui se sont produits hier à Brasilia », dit la déclaration signée par Lula et les présidents du Sénat, de la Chambre des députés et de la Cour suprême, au lendemain des assauts simultanés de bolsonaristes contre les bâtiments de ces institutions.

Quelque 1.200 partisans de l'ancien président brésilien d'extrême droite, Jair Bolsonaro, ont été interpellés. « Les putschistes qui ont promu la destruction des propriétés publiques à Brasilia sont en train d'être identifiés et seront punis. Demain nous reprenons le travail au palais de Planalto. Démocratie toujours », a tweeté le président de gauche, qui a inspecté les bâtiments saccagés à son retour à Brasilia tard dimanche soir.

Une véritable marée humaine de manifestants vêtus de jaune et vert a pris d'assaut et saccagé, dimanche, les principaux lieux de pouvoir du pays à Brasilia. Les forces de l'ordre ont été complètement débordées, a constaté l'AFP, des images impressionnantes qui rappellent l'invasion du Capitole à Washington par des partisans de l'ex-président Donald Trump, en janvier 2021.

Sur la rampe du palais de Planalto, où Luiz Inacio Lula da Silva a reçu l'écharpe présidentielle dimanche dernier, des policiers à cheval tentaient tant bien que mal de déloger les manifestants. Au milieu de la place des Trois pouvoirs, où se côtoient le Congrès, le palais présidentiel et la Cour suprême, un agent de la police montée a été désarçonné puis frappé à terre par des assaillants armés de bâtons. Des grenades assourdissantes ont été lancées par les forces de l'ordre depuis un hélicoptère sur les manifestants qui occupaient le toit du Congrès.

Sur les réseaux sociaux, on peut voir des vidéos montrant des bureaux de parlementaires saccagés ou des manifestants

debout sur les sièges de l'hémicycle au Sénat. L'un d'eux s'est assis sur le siège du président de la Chambre haute, un mimétisme saisissant avec les manifestants pro-Trump au Congrès américain il y a deux ans.

Les dégâts semblent considérables, dans ces bâtiments qui sont des trésors de l'architecture moderne et regorgent d'oeuvres d'art. Selon la chaîne CNN, des manifestants ont mis le feu au tapis d'un salon du Congrès, qui a dû être inondé pour éteindre l'incendie. La zone près de la Place des trois pouvoirs avait été pourtant bouclée par les autorités, mais les bolsonaristes sont parvenus à rompre les cordons de sécurité. Les policiers ont tenté, en vain, de les repousser avec du gaz lacrymogène.

« Cette tentative absurde d'imposer une volonté par la force ne va pas prévaloir. Le gouvernement du District fédéral (de Brasilia) va envoyer des renforts et les forces dont nous disposons sont en train d'agir », a déclaré sur Twitter Flavio Dino, ministre de la Justice et de la Sécurité publique. Samedi, M. Dino avait autorisé le déploiement d'agents de la Force Nationale, une force spéciale de police parfois envoyée dans les différents Etats en cas de menace contre la loi et l'ordre.

Le président du Sénat, Rodrigo Pacheco, a dit sur Twitter « rejeter avec véhémence cette manifestation antidémocratique, qui doit être punie par la rigueur de la loi ». Un syndicat de presse local a fait état de l'agression de cinq journalistes. Parmi eux, un photographe de l'AFP a été frappé et s'est fait voler tout son matériel. « Il faut qu'on rétablisse l'ordre, après cette élection frauduleuse », a dit à un journaliste de l'AFP présent sur place Sarah Lima, ingénieure pro-bolsonaro de 27 ans venue de Goianesia, à 300 km de Brasilia.

La police reprend le contrôle

La police a évacué le Congrès brésilien, la Cour suprême et le palais présidentiel à Brasilia, plus de quatre heures après l'assaut donné dimanche par des centaines de



partisans de l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro, rappelant l'invasion du Capitole à Washington en janvier 2021.

La situation semblait maîtrisée, même si un grand nombre de ces manifestants refusant de reconnaître l'élection de Lula demeuraient dans les alentours des lieux de pouvoir de la capitale brésilienne.

Selon plusieurs médias brésiliens, au moins 150 bolsonaristes, vêtus en jaune et vert, ont été arrêtés. Des images télévisées les montraient descendant en file indienne, les mains derrière le dos, la rampe du palais présidentiel de Planalto, encadrés de policiers. Sur d'autres images, on peut voir un bus rempli de manifestants interpellés partir en direction d'un poste de police. Le centre du pouvoir à Brasilia a été plongé dans le chaos. La zone avait été pourtant bouclée par les autorités mais les bolsonaristes sont parvenus à rompre les cordons de sécurité.

Lula constate les dégâts

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est rentré dimanche soir à Brasilia pour constater les énormes dégâts dans le Palais présidentiel saccagé par des partisans de son prédécesseur Jair Bolsonaro, qui a condamné sans fermeté cette invasion rappelant beaucoup celle du Capitole à Washington il y a deux ans.

Lula, qui avait passé l'après-midi à Araquara, dans l'Etat de Sao Paulo (sud-est), sinistré par des inondations, s'est rendu au Palais présidentiel, puis à la Cour suprême, elle aussi envahie et saccagée par des bolsonaristes, tout comme le Congrès. Des images de TV Globo le montrent en discussion tard dans la soirée avec des juges de la Cour suprême, devant le bâtiment aux vitres brisées par ceux qui refusent toujours d'accepter son retour au pouvoir.

Jair Bolsonaro, lui, se trouve aux Etats-Unis, où il est parti deux jours avant l'investiture de Lula, se refusant à remettre l'écharpe présidentielle à celui qui l'a défait d'une courte tête et qu'il n'a jamais félicité. « Les manifestations pacifiques, conformes à la loi, font partie de la démocratie. Cependant, les déprédations et invasions de bâtiments publics (...) sont contraires à la règle », a tweeté l'ex-président d'extrême droite. Dans un autre message, il a cependant « rejeté les accusations, sans preuve » de son successeur. Lula a déclaré que le « discours » de son prédécesseur d'extrême droite avait « encouragé » les « vandales fascistes » ayant envahi le palais présidentiel, la Cour suprême et le Congrès à Brasilia.

En fonction depuis seulement une semaine et déjà confronté à une crise majeure, le président de gauche a déploré des événements « sans précédent dans l'histoire du Brésil ». Le chef de l'Etat a placé les forces de l'ordre locales sous le commandement des forces fédérales pour reprendre en main la sécurité à Brasilia où les policiers ont été totalement débordés par les assauts des bolsonaristes.

Son ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Flavio Dino, a assuré tard dimanche en conférence de presse que les lieux de pouvoir avaient été totalement évacués et que plus de 200 personnes arrêtées. « Ils ne parviendront pas à détruire la démocratie », a-t-il lancé, qualifiant les invasions de « terrorisme putschiste ».

Inondations au Pakistan : Emmanuel Macron annonce une aide de 360 millions d'euros

Le chef de l'Etat français Emmanuel Macron a annoncé ce lundi que la France allait apporter 360 millions d'euros de projets pour aider à la reconstruction du Pakistan, toujours en proie aux conséquences des inondations dévastatrices de l'an dernier.

"Au Pakistan, nous avons donc décidé de mobiliser un total de 360 millions d'euros de projets, qui vont être lancés pour répondre au défi de la reconstruction résiliente et donc de l'adaptation climatique", a déclaré en visioconférence Emmanuel Macron, à l'ouverture d'une conférence internationale de l'ONU et du Pakistan devant aider ce pays à mobiliser la moitié des 16,3 milliards de dollars nécessaires pour le remettre sur pied durablement.

M. Macron a annoncé que la France est prête à participer au groupe international de soutien qui permettra d'accompagner le Pakistan dans la mise en œuvre de l'aide internationale et a également annoncé une contribution supplémentaires à l'aide d'urgence à hauteur de 10 millions d'euros.



Le Pakistan a été frappé par des pluies de mousson sans précédent au cours de l'été qui ont submergé un tiers du pays, endommagé deux millions de maisons et tué plus de 1 700 personnes.

"Nous devons démontrer que lorsqu'un

pays est exposé à un choc de cet ampleur, la communauté internationale et en particulier l'ensemble des institutions financières sont capables de se mobiliser pour l'accompagner vers une reconstruction plus résiliente", a insisté le chef de l'Etat

français.

Il a également souligné l'objectif "de tirer toutes les conséquences de ce qui vient de se passer et d'accompagner les autorités pakistanaises à procéder à toutes les réformes (...) dans cette reconstruction en étant cohérent dans le cadre de la finance internationale".

Ainsi, a-t-il poursuivi, "je souhaite que nous puissions justement accompagner à court terme le Pakistan dans ces renégociations avec les agences financières multilatérales".

Plus largement, il a appelé à "rebâtir un partenariat soutenable entre le nord et le sud", soulignant que c'était là l'objectif d'une conférence qui se tiendra en juin à Paris.

Cette conférence "a vocation à accompagner et à jeter les bases d'une rénovation profonde des règles de la banque mondiale et du FMI, mais plus largement de nos règles de financement, pour tirer toutes les conséquences de ces effets du climat", selon lui.

Des milliers de comptes rétablis sur Twitter menacent de faire exploser la désinformation

Sous la direction d'Elon Musk, Twitter a récemment rétabli des dizaines de milliers de comptes, dont certains appartenaient à des complotistes ou des opposants à la vaccination, au risque de relancer un phénomène de désinformation sur le réseau social.

Selon le développeur Travis Brown cité par plusieurs organisations, plus de 27 000 comptes restaurés avaient été suspendus pour motif de désinformation, de harcèlement et de manifestations de haine.

Contacté par l'AFP, il a affirmé que sa liste était incomplète et que le nombre de ces comptes pourrait être plus élevé.

« Rétablir ces comptes va faire de la plateforme un aimant pour les acteurs qui veulent répandre des fausses informations », prévient Jonathan Nagler, codirecteur du Centre sur les réseaux sociaux et la politique de l'université NYU (New York University).

« Et il y aura moins de modération des discours haineux, ce qui va rendre le réseau moins hospitalier pour beaucoup d'utilisateurs », ajoute-t-il.

Parmi les personnalités de retour chez l'oiseau bleu, des figures « antivax » comme le cardiologue Peter McCullough ou encore le médecin Robert Malone, qui avait été suspendu, il y a un an, pour avoir mis en garde contre la dangerosité supposée des vaccins contre le coronavirus, sans information vérifiée à l'appui.

Depuis la levée de la suspension de son compte, Robert Malone, qui rassemble plus de 869 000 abonnés, a posté plusieurs messages relayant de fausses informations sur le vaccin contre la COVID-19.

Chez les anciens parias de nouveau autorisés sur le réseau social, figure également l'ancien président Donald Trump, qui se tient néanmoins, pour l'instant, à sa promesse de ne pas revenir et de n'utiliser que le réseau social Truth Social, qu'il a lui-même créé l'an dernier.

Mike Lindell fait partie de ceux qui ont repris le flambeau. Suspendu à deux reprises en 2021, le PDG de la société My Pillow et soutien inconditionnel de Donald Trump a appelé, dès le rétablissement de son



compte, à « fondre les machines électroniques de vote pour en faire des barreaux de prison ».

Une référence directe à la théorie complotiste selon laquelle le décompte des voix lors du scrutin présidentiel de 2020 a été manipulé avec l'aide des machines à voter, ce qui n'a jamais été démontré.

Également réadmis sur Twitter, la militante d'extrême droite Pamela Geller, présentée par l'organisation juridique de lutte contre l'extrémisme Southern Poverty Law Center comme « l'une des activistes anti-musulman les plus flamboyantes des États-Unis ».

« Réinvestir dans la modération »

En début de semaine, la créatrice du site The Geller Report a posté un message au sujet d'étudiants musulmans qui s'étaient plaints qu'un professeur leur avait montré des représentations du prophète Mahomet.

« L'ont-ils déjà décapité ? », a-t-elle

tweeté, en référence au meurtre du professeur français d'histoire-géographie Samuel Paty, à Conflans-Sainte-Honorine, dans la banlieue de Paris, en octobre 2020.

« Sous l'ère Musk, les « superpropagateurs » de désinformation se sentent encouragés et les lecteurs ont moins d'éléments à disposition sur la fiabilité des sources », a souligné Jack Brewster, de l'observatoire des médias NewsGuard.

Mi-décembre, Twitter avait indiqué dans une publication sur sa plateforme qu'une « suspension permanente était une mesure disproportionnée pour avoir enfreint les règles » du réseau social.

Elon Musk a ensuite précisé que Twitter « restait déterminé à empêcher les

contenus dangereux » sur son site, ainsi que les « acteurs malveillants ». « Les comptes rétablis doivent toujours respecter nos règles ».

Twitter a été mis en défaut cette semaine après l'incident impliquant un joueur de l'équipe de football américain des Buffalo Bills, Damar Hamlin.

L'arrêt cardiaque subi lundi par le jeune défenseur de 24 ans après un choc sur le terrain a été l'occasion pour de nombreux utilisateurs de Twitter de faire un lien avec le vaccin contre le coronavirus.

« Avant les vaccins contre la COVID, on ne voyait pas des athlètes tomber raide sur le terrain comme cela arrive aujourd'hui », a tweeté l'élue républicaine à la Chambre des représentants Marjorie Taylor Greene. « Il est temps d'enquêter sur les vaccins contre la COVID. »

Si Elon Musk a récemment indiqué qu'il prévoyait de céder la direction de Twitter, il en « faudra plus pour réparer » la plateforme, avertit Nora Benavidez, de l'observatoire des médias Free Press.

Il sera nécessaire, prévient-elle, de prendre « une série de mesures pour revenir sur les changements de Musk, réinvestir dans la modération et restructurer la gouvernance de la plateforme ».

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

NOTICE IS HEREBY GIVEN:

THAT Florizel Co., Ltd. an Authorised Company, having its Registered Office at C/o SAFYR UTILIS CORPORATE AND TRUST SERVICES LTD, 7th Floor, Tower 1, Cybercity, Ebene 72201, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001.

THAT the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

THAT pursuant to Section 312 of the Companies Act 2001, any objection to the removal of the Company shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

Dated this 26th day of December 2022

SAFYR UTILIS CORPORATE AND TRUST SERVICES LTD
Registered Agent

NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I **Morisaic Ltd** will apply to the District Council of Grand Port for a Building and Land use permit for a proposed conversion of existing ground floor concrete building to be use as office for tour operator activities at 37, Morcellement Gungah, La Rosa, New Grove

Any person feeling agrieved by the porposal may lodge a objection in writing to the above named Council within 15 days as from the date of this publication.

NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I **Miss Mogun Vijayantee Mala** will apply to the District Council of Grand Port for a Building and Land use permit for a proposed conversion of existing ground floor concrete building into retail sale of poultry in stores (with meat, fish and allied products) at Royal Road, Mare Tabac.

Any person feeling agrieved by the porposal may lodge a objection in writing to the above named Council within 15 days as from the date of this publication.

CORPORATE AND BUSINESS REGISTRATION
DEPARTMENT
INSOLVENCY SERVICE
OFFICIAL RECEIVER'S OFFICE
ONE CATHEDRAL SQUARE, JULES KOENIG STREET, PORT LOUIS
Tel. No: 2020600

My Ref: SC/COM/PET/000493/2022

Weston International Asset Recovery Company Ltd

Notice is hereby given that the Bankruptcy Division of the Supreme Court of Mauritius has on **22th day of December, 2022**, in virtue of section 186(c) of the Insolvency Act 2009 ordered that the **Official Receiver** be appointed as the **Receiver and Manager** of the Company **Weston International Asset Recovery Company Ltd**, for the preservation of its assets and to keep the company as a going concern.

Description of the property in receivership:

All the assets of the company including goodwill, movable and immovable properties as well as on all or part of its properties which may from time to time belong to it and generally on all its properties of any kind and nature whatsoever both present and future (including land, buildings and equipment).

All persons, companies and corporate bodies having in their possession any property, document, books and record which belong or appear to belong to the company are requested to deliver them forthwith to the Receiver Manager.

Notice is given that all sums due to the company should be payable to the Receiver Manager only and receipts of such payment shall only be valid if they bear the signature of the Receiver Manager or his duly appointed representative/s at Corporate and Business Registration Department, 11th Floor, One Cathedral Square, Jules Koenig Street, Port Louis.

Dated: 20th December 2022

V. Virasami
Official Receiver / Receiver Manager

CORPORATE AND BUSINESS REGISTRATION
DEPARTMENT
INSOLVENCY SERVICE
OFFICIAL RECEIVER'S OFFICE
ONE CATHEDRAL SQUARE, JULES KOENIG STREET, PORT LOUIS
Tel. No: 2020600

My Ref: SC/COM/PET/000255/2022

Applitel Limitée

Notice is hereby given that the Bankruptcy Division of the Supreme Court of Mauritius has on **19th day of October, 2022 at 10.59 a.m** ordered that **Applitel Limitée** be wound up under the provisions of the Insolvency Act 2009 and that the **Official Receiver** be appointed **Provisional Liquidator** of the Company.

Notice is also given that the **Meeting of Contributors** will be held at the Corporate and Business Registration Department, 11th Floor, One Cathedral Square, Jules Koenig Street, Port Louis, on **17th day of January, 2023 at 10.15 hrs** and that the **Meeting of Creditors** will be held at the same place and one the same day at **10.30 hrs**.

Notice is also given that in case creditors having any claim whatsoever against the **Applitel Limitée** and for that claim to be considered, a proof of debt verified by an affidavit in accordance with the Insolvency Act 2009 must be lodged with me not later than **10.30 hrs** on the **17th day of January, 2023**.

Persons having in their possession any goods, chattels and other property whatsoever belonging to **Applitel Limitée** are warned that they must deliver over same to me.

Dated: 20th December 2022

V. Virasami
Official Receiver &
Provisional Liquidator

Foot News

Le sélectionneur Didier Deschamps prolonge avec les Bleus jusqu'en 2026

Champion du monde 2018 et vice-champion du monde 2022, Didier Deschamps va poursuivre l'aventure comme sélectionneur de l'équipe de France de football jusqu'en 2026, a-t-il annoncé samedi matin.

Fin du suspense. Le contrat de Didier Deschamps à la tête de l'équipe de France a été prolongé jusqu'en 2026, a annoncé le sélectionneur des Bleus lors de l'Assemblée générale de la Fédération française de football, samedi 7 janvier à Paris.

Arrivé aux commandes de l'équipe de France en 2012, Didier Deschamps était en fin de contrat à l'issue de la Coupe du monde au Qatar où les Bleus ont atteint la finale, remportée par l'Argentine.

"Je vais vous annoncer quelque chose qui est pour moi un immense plaisir, à savoir que mon président a décidé de me prolonger jusqu'en 2026", a déclaré le sélectionneur à la tribune de l'AG, où il a été accueilli par une ovation debout. "Je remercie le président [de la FFF Noël Le Graët, NDLR] pour son soutien permanent et sa confiance maintenue, a-t-il ajouté. C'est quelque chose qui est essentiel dans le fonctionnement de l'équipe de France."



Bras de fer gagné

Didier Deschamps, 54 ans, qui souhaitait dès le départ obtenir un bail jusqu'au Mondial-2026 (aux États-Unis, au Canada et au Mexique), a donc eu gain de cause alors que Noël Le Graët voulait seulement le prolonger jusqu'à l'Euro-2024 en Allemagne.

Le champion du monde 1998 possède la plus grande longévité à ce poste devant Michel Hidalgo, resté huit ans et six mois (mars 1976 - juin 1984), le record de matches sur le banc français (138, loin des 79 du précédent record détenu par Raymond Domenech) et, surtout, le plus beau palmarès.

Nommé deux ans après le fiasco de Knysna au Mondial-2010 et un court mandat de Laurent Blanc qui n'a fait que l'Euro-2012, "DD" a remis le navire bleu à flot avec une progression constante : un quart de finale au Mondial-2014 brésilien (perdu 1-0 contre l'Allemagne, futur vainqueur), une finale perdue contre le Portugal à l'Euro-2016 en France et le titre mondial en Russie en 2018 face à la Croatie, avant une nouvelle finale au Qatar en 2022. Son seul échec a eu lieu à l'Euro-2021, où les Bleus ont été éliminés en 8e de finale par la Suisse.

Martinez devient le nouveau sélectionneur du Portugal

L'ancien sélectionneur de la Belgique, Roberto Martinez, a accepté "verbalement" de prendre le poste d'entraîneur de l'équipe nationale portugaise.

Martinez a démissionné de son poste d'entraîneur de la Belgique après leur performance décevante à la Coupe du monde. Il avait été question qu'il retourne dans son pays natal, l'Espagne, pour un nouveau poste,



mais depuis, on a appris qu'il se dirigerait plutôt vers le Portugal.

Selon David Ornstein pour l'Atlantique : "Martinez a conclu un accord verbal pour devenir le nouvel entraîneur de l'équipe nationale du Portugal. La nomination de l'Espagnol de 49 ans devrait être finalisée d'ici la fin de la semaine prochaine".

Fernando Santos a quitté son poste suite à la performance du Portugal lors de la Coupe du monde. Depuis, de nombreux noms ont été évoqués pour le poste, dont celui de José Mourinho.

NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Mrs Devinah Choolun will apply to the District Council of Savanne for a Building and Land use permit for a proposed conversion of existing ground floor concrete building into retail sale of poultry in stores (with meat, fish and allied product at Sawmill Road, Chamouny

Any person feeling agrieved by the proposal may lodge a objection in writing to the above named Council within 15 days as from the date of this publication.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Mrs Marie Claudette Maurice will apply to the Municipal Council of Port Louis for a building and Land Use permit for a proposed conversion of part of an existing building at ground floor to be used as general retailer foodstuff (excluding liquor) and Non foodstuff.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge in writing to the above- named Council within 15 days from the date of this publication.

Date: 11/01/2023

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given —

THAT Centurion, a company converted from GBC to a Domestic Company as from the 11th October 2022, having its registered office at Rue De L'Institut, Ebene 72201, Level 2, Office 2, IconEbene, Ebene MAURITIUS has by special resolution changed its name to "Strategia Wealth Managers Ltd", as is evidenced by the Certificate of Incorporation on Change of Name issued by the Registrar of Companies on 21 October 2022.

Anex Management Services Ltd
Company Secretary

Date: 05th Of January 2023

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that "DLI Mauritius", holding a Global Business License and having its Registered Office at C/o OCRA (Mauritius) Limited, Level 2 MaxCity Building, Remy Ollier Street, Port Louis, Mauritius is on this 30 December 2022 applying to the Registrar of Companies to be removed from the Registrar of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all their known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with their constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under Section 313 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by latest on 29 January 2023.

For Virtual Secretaries Limited
Corporate Secretary

Dated: 30 December 2022

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that MARTELLO DEVELOPMENTS LIMITED of 1st Floor, Felix House, 24 Dr. Joseph Rivière Street, Port-Louis, Mauritius is applying to the Registrar of Companies for removal from the Register of Companies, under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001 on the ground that the Company has ceased to carry on business has discharged in full its liabilities to all known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Objections or claims if any should be lodged in writing, with the Registrar of Companies not later than 28 days of the date of this notice.

Dated this 27 December 2022
CKLB International Management Ltd
Company Secretary

NOTICE FOR PERMISSION FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

Take notice that DAR-UL-ARKUM represented by Mr. Naweed JAUFURALLY will apply to the District Council of Grand Port for a Building and Land Use Permit for the proposed

- (1) Demolition of an existing concrete building at Ground & first floors
- (2) Erection of a boundary wall of 1.8m height and
- (3) Construction of a madrassah (educational activities) at Cemetery/Shivala Road, Plaine Magnien.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from date of this publication.



Surrender of Insurance Agent Licence of Penlife Advisory Services Ltd

The Financial Services Commission, Mauritius ("FSC") wishes to inform the public that Penlife Advisory Services Ltd acting as insurance agent having its registered address at Level 3, Alexander House, 35 Cybercity, Ebene, has surrendered its licence bearing No. AI07000287, in accordance with section 111 of the Insurance Act 2005, and has informed that it has ceased its operations.

Pursuant to Section 28(9) of the Financial Services Act 2007, the public is hereby notified that the insurance agent licence bearing No. AI07000287 issued to Penlife Advisory Services Ltd stands terminated with effect from 04 January 2023.

04 January 2023

Financial Services Commission
FSC House, 54 Cybercity
Ebene, 72201 Mauritius
T: (+230) 403-7000 F: (+230) 467-7172
E: fscmauritius@intnet.mu
www.fscmauritius.org



Oxford 0-3 Arsenal:

Eddie Nketiah qualifie son équipe au quatrième tour contre Man City

Eddie Nketiah a marqué deux fois en seconde période pour aider Arsenal à une confortable victoire 3-0 à Oxford United et a organisé un affrontement alléchant au quatrième tour de la FA Cup à Manchester City.

Les Gunners se rendront à l'Etihad le dernier week-end de janvier grâce à une performance largement améliorée lors des deuxièmes 45 minutes au Kassam Stadium.

L'équipe de Mikel Arteta n'a pas réussi à enregistrer un seul tir cadré au cours d'une première mi-temps terne alors qu'Oxford a frustré les dirigeants de la Premier League, mais Mohamed Elneny les a mis sur la bonne voie 10 minutes après le début de la deuxième période avec son premier but de la saison.

Nketiah a ensuite confirmé les progrès d'Arsenal au quatrième tour alors qu'il poursuivait sa forme impressionnante devant le but avec deux finitions composées qui ont mis fin à la résistance obstinée d'Oxford.

Arsenal est entré dans son match contre Oxford en Ligue 1 après avoir remporté 19 de ses 24 matches cette saison et nommé un solide XI, malgré sept changements par rapport au match nul frustrant 0-0 à domicile avec Newcastle.



Mais les Gunners ne ressemblaient en rien à l'équipe fanfaronne qui a ouvert une avance de cinq points au sommet de la Premier League, avec Oxford – qui est 14e du troisième niveau – les tenant à distance avec une relative facilité au cours de la première mi-temps.

Le seul moment de danger est survenu lorsque Elliott Moore a bloqué le tir d'Albert Sambi Lokonga avec son bras dans la zone, mais l'arbitre David Coote a rejeté les affirmations d'Arsenal – et il n'y avait pas de VAR en opération pour annuler son appel.

Arteta était peu susceptible d'avoir été satisfait de ce qu'il a vu de son côté et était sans aucun doute soulagé de les voir se réveiller de leur sommeil après la mi-temps, Bukayo Saka voyant un tir dégagé de la ligne par Lewis Bate.

La tête d'Elneny sur le coup franc invitant de Fabio Vieira a finalement calmé leurs nerfs, et le milieu de terrain portugais a ensuite réclamé une autre passe décisive lorsque son somptueux ballon en profondeur a mis en place Nketiah, qui a contourné le gardien Edward McGinty avant de ramener le ballon à la maison.

Nketiah a ensuite marqué son cinquième but en autant de matches – un énorme bonus pour Arsenal compte tenu de la blessure de Gabriel Jesus – avec une délicieuse finition dinkée pour sceller la victoire.

Emile Smith Rowe a fourni à Arteta une autre raison de se réjouir en quittant le banc pour faire sa première apparition depuis septembre après une opération à l'aîne, tandis que le manager a apaisé les craintes concernant la forme physique de Saka après le coup de sifflet final, malgré l'attaquant boitant devant l'immense nord de Londres.

Propos de Noël Le Graët sur Zidane : Amélie Oudéa-Castéra dénonce les «sorties de route successives» du président de la Fédération française de football

Des politiques de plusieurs bords ont réclamé le départ du président de la Fédération française de foot, qui s'en est pris la veille à l'icône française. La ministre des sports a dit ne plus vouloir « de ces situations où ça disjoncte ».

On ne touche pas impunément à Zinédine Zidane. Après des déclarations sur l'ancien numéro 10 des Bleus et ex-entraîneur du Real Madrid qui ont suscité un tollé dimanche, le président de la Fédération française de football (FFF), Noël Le Graët, a reconnu, lundi 9 février, des « propos maladroits » concernant Zinédine Zidane et lui a présenté ses « excuses » : « Ces propos ne reflètent absolument pas ma pensée, ni ma considération pour le joueur qu'il était et l'entraîneur qu'il est devenu », affirme le patron du football français.

Interrogé dimanche sur RMC pour savoir si l'ex-entraîneur du Real Madrid, qui faisait office d'option numéro un à la tête des Bleus en cas de non-renouvellement du contrat de Didier Deschamps, l'avait appelé ces derniers jours, Noël Le Graët s'est montré aussi cassant que désinvolte : « Je ne l'aurais même pas pris au téléphone », avait-il lâché alors que Zinédine Zidane est actuellement sans club.

A une question sur un intérêt supposé du Brésil pour Zidane, le patron de la FFF a répondu :

« Cela m'étonnerait qu'il parte là-bas. Il fait ce qu'il veut, cela ne me regarde pas. Je ne l'ai jamais rencontré et on n'a jamais envisagé de se séparer de Didier Deschamps. J'en n'ai rien à secouer, il peut aller où il veut, dans un club, il en aurait autant qu'il veut en Europe, un grand club. Une sélection, j'y crois à peine en ce qui me concerne. »

« Une faillite »

Lundi en fin d'après-midi, la ministre des sports, Amélie Oudéa-Castéra, a évoqué ces mots lors d'une conférence de presse très critique à l'endroit de M. Le Graët. « Je ne veux plus de ces situations où ça disjoncte », a-t-elle tancé, en référence à des propos passés de M. Le Graët minimisant les problèmes du racisme et de l'homophobie dans le football, ou d'autres marqués d'une « évidente dimension de sexisme » et visant notamment l'équipe de France féminine de football.

« Ces sorties de route successives nuisent à l'image de notre pays », a poursuivi la ministre, en citant la réaction outragée du Real Madrid, le club espagnol dont Zinédine Zidane a été l'entraîneur de 2019 à 2021. Elles ne sont « pas à la hauteur de ce que mérite cette grande équipe de France, cette grande fédération, ce grand sport », a-t-elle jugé.

Sans appeler explicitement à la démission du président de la FFF, Amélie Oudéa-Castéra a estimé : « Nos joueurs méritent mieux que ce qu'ils ont aujourd'hui à la tête de la fédération. » Elle a appelé le comité exécutif de la FFF à prendre « toute la mesure » de ces propos, évoquant « une faillite » de son président dans sa « fonction de représentation ».

La ministre a aussi dit vouloir avancer à la fin de janvier la restitution de l'audit en cours sur le fonctionnement de la fédération, initialement prévue pour la mi-février, en précisant que cet audit comprendrait un nouveau volet consacré aux ressources humaines et aux aspects financiers.

Plus tôt, Amélie Oudéa-Castéra avait réclamé des « excuses » à M. Le Graët et dénoncé des « déclarations à nouveau hors sol avec en prime cette fois un manque de respect honteux, qui nous heurte tous, à une légende du foot et du sport » :

« Un président de la première fédération sportive de France ne devrait pas dire ça. Des excuses pour ce mot de trop sur Z. Zidane, svp. »

« On manque pas de respect à la légende »

Cette sortie médiatique et peu diplomatique, non planifiée par la fédération, n'a pas davantage été du goût de la star des Bleus, Kylian Mbappé. « Zidane, c'est la France, on manque pas de respect à la légende comme ça... », a écrit sur Twitter l'attaquant du PSG.

A l'heure d'annoncer sa retraite internationale dans L'Equipe, Hugo Lloris, le capitaine des Bleus, a également demandé le «



respect pour les joueurs qui, comme Zidane, ont tant donné à l'équipe de France ». « Je ne sais pas ce qui l'a poussé à s'exprimer comme ça, a dit le gardien de Tottenham au sujet de Noël Le Graët. Ce type de déclaration ne rend service ni au coach ni au foot. Il ne faut pas diviser autour de l'équipe de France, mais rassembler. »

Dans sa déclaration transmise à l'Agence France-Presse, où il dit avoir « tenu des propos maladroits », Le Graët a ajouté qu'il n'aurait pas dû « accorder un entretien à RMC », qui « cherchait la polémique en opposant Didier [Deschamps] à Zinédine Zidane, deux monuments du football français. » Et d'ajouter :

« Zinédine Zidane sait l'estime immense que je lui porte, comme tous les Français. »

Suspicion de harcèlement à la FFF

Peu après le temps des excuses, a suivi celui de la réaction de la classe politique, dont certains, de plusieurs bords, ont réclamé le départ de Noël Le Graët : « Le

foot mérite mieux et nos légendes aussi », a déclaré, lundi sur France 2, la ministre déléguée aux petites et moyennes entreprises, Olivia Grégoire, critiquant « un mépris confondant » et un président de fédération « en dessous de tout ». « Il est temps de se poser les questions sur son avenir », a-t-elle estimé.

« Il faut au moins des excuses et puis il faut se poser la question de savoir si Noël Le Graët est encore à même de diriger la fédération », a abondé le secrétaire général de Renaissance, Stéphane Séjourné, sur le plateau de Public Sénat.

Cette polémique s'ajoute à « d'autres sujets encore plus graves vraisemblablement qui concernent Noël Le Graët, notamment sur les questions (...) de violences sexuelles, d'atteintes sexuelles », a dit de son côté la cheffe des députés Renaissance à l'Assemblée nationale, Aurore Bergé, sur France Inter, et d'ajouter :

« La question de sa place et de la présidence de la Fédération doit être posée. »

Le magazine So Foot a révélé que Noël Le Graët aurait envoyé des SMS à caractère sexuel à des salariées et d'ex-salariées de la fédération non identifiées, allégations niées par le dirigeant.

« Il faut qu'il s'excuse et il faut peut-être qu'il envisage sa succession », a estimé le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, sur RMC - BFM-TV, qui a ajouté « Quand, à un moment donné, on sent qu'on décline, il faut savoir se retirer avant qu'il ne soit trop tard. »

« Combien de temps devrons-nous supporter Noël Le Graët ? Suspicion de harcèlement à la FFF, soutien inconditionnel au Qatar, insulte publique à l'encontre d'un monument du foot français... Le Graët est la honte du sport français, il doit démissionner. Vive la retraite à 60 ans ! », a tweeté de son côté le chef du Parti communiste, Fabien Roussel.